

RETOUR DE VACANCES

Les tribulations d'un émigré en mer

Les vacances sont finies. Les émigrés repartent en Europe après quelques semaines passées en Algérie. Nombre d'entre eux ont décidé de reporter leur départ en pensant trouver une place sur le bateau du retour. Un choix risqué. Récit d'une traversée sur le Tariq Ibn-Zyad, navire d'Algérie Ferries.

Reportage réalisé
par Tarek Hafid

Moussa a fini par céder. Sous la pression de sa mère, ses oncles et ses cousins, il a décidé de reporter son retour vers la France. Toute la famille a réussi à le convaincre de rester assister au mariage de sa cousine. Une fête que sa femme et ses deux filles n'auraient voulu rater pour rien au monde. Ouvrier dans une grande imprimerie dans la région lyonnaise, Moussa et les siens sont arrivés par bateau le 20 juillet. Son retour était prévu pour le 18 août. «Ne t'en fais pas Moussa, lui dit un de ses cousins, j'ai un ami à Alger qui te fera embarquer avec ta voiture sur le bateau. Fais-moi confiance, il a ses entrées au port d'Alger.» Son problème d'embarquement — théoriquement — réglé, Moussa appelle son employeur pour justifier le retard. «La maman, elle est un peu malade», lui dit-il. Le patron n'est pas vraiment convaincu. Mais il décide de fermer les yeux, Moussa étant un bon élément. Toute la famille peut enfin se consacrer au mariage. La fête se déroule dans d'excellentes conditions, malgré un couscous un peu indigeste.

Intervention

Moussa décide d'embarquer jeudi 28 août à bord du *Tariq Ibn Zyad*, navire d'Algérie Ferries. La veille du départ pour Alger, il confirme avec son cousin qu'il sera bien pris en charge par son ami du port d'Alger. «Sans problème ! Mon copain t'attendra à l'entrée du port. Appelle-moi dès que tu sera sur place.» Moussa et son épouse sont anxieux à cause de la rentrée scolaire et du ramadan prévus, tous deux, pour le début du mois de septembre.

La petite famille arrive à Alger dans la matinée. Sur place, l'anarchie règne : des centaines d'émigrés attendent devant le port dans l'espoir d'embarquer ! La quasi-totalité d'entre eux n'ont pas de places confirmées.

C'est précisément le cas de Moussa. Mais ce dernier est confiant. Il appelle son cousin qui à son tour contacte son ami. Réponse du cousin : «Désolé, le copain est absent aujourd'hui. Il a eu une urgence et a dû partir au bled.» Pour embarquer, notre émigré devra donc se débrouiller tout seul.

Moussa est totalement perdu au milieu de la foule. Il apprend qu'une liste d'attente a été ouverte par Algérie Ferries.

Au bord de la crise de nerfs, notre bon père de famille réussit finalement à s'inscrire.

Au même moment se tient une réunion de crise dans le bureau du chef d'escale d'Algérie Ferries. Ahcène Graïria, le P-dg de l'Entreprise nationale de transport maritime (ENTMV), a réuni l'ensemble de ses cadres pour tenter de faire embarquer un maximum de passagers. La situation est quasiment ingérable. «Nous ne pouvons prendre les passagers en liste d'attente tant que ceux qui ont confirmé leurs places ne sont pas à bord», explique-t-il. Pour éviter toute interférence dans la gestion de ce flux, les cartes d'accès sont remises à un des responsables de l'entreprise. Mais les interventions des «copains» compliquent la situation. Tous les subterfuges sont bons pour décrocher une place à bord. Prévu initialement à 17h, le départ finit par être reporté. A l'extérieur, la pression monte. Les policiers et les douaniers sont dépassés. Les passagers inscrits sur la liste d'attente perdent patience à mesure que le temps passe.

Sauvés par des nourrissons !

Moussa et son épouse sont désespérés. Leurs filles risquent de rater la rentrée scolaire à cause d'un mariage.

19h, l'opération d'embarquement des passagers et des véhicules et quasiment achevée. Les responsables d'Algérie Ferries s'entretiennent avec Hassène Amir, le commandant du *Tariq Ibn-Zyad*, afin de faire connaître l'état des places disponibles. Pour pouvoir prendre les voyageurs en attente, il est décidé de faire le décompte des nourrissons. «Dans la législation maritime internationale, les bébés de moins de 12 mois ne sont pas considérés comme passagers. On peut donc les remplacer par des adultes», indique Ahcène Graïria. La famille de Moussa est sauvée in extremis par le «quota bébé».

En mode stress

Leur véhicule pénètre à 20h30 dans l'enceinte du port pour effectuer les formalités administratives. La procédure se déroule sans encombre malgré la nervosité des douaniers et des policiers. En cette période de l'année, le port d'Alger fonctionne en mode stress. Moussa l'aura appris à ses dépens. Il devra attendre encore deux autres heures avant de pouvoir garer sa voiture à l'intérieur du navire. Mais

les ennuis ne sont pas finis pour autant. En venant en Algérie, il avait pris des billets en cabine. En ratant son retour, toute la famille se retrouve dans la catégorie fauteuils. Moussa tente de rouspéter en présentant à la réception du *Tariq Ibn-Zyad*.

«Nous sommes habitués à de tels comportements. Il nous est impossible d'accorder la priorité aux passagers en liste d'attente. C'est illogique», explique le chef de réception, Boualem Mirad. Lors du rush estival, le responsable du service hôtellerie doit faire face à toutes sortes de situations. «Toute la gestion est informatisée. Chaque passager dispose d'un code pour ouvrir la porte de sa cabine ou de sa couchette. Toutefois, certains n'hésitent pas à pianoter des codes au hasard pour trouver une place plus confortable». Moussa réussit finalement à installer sa petite famille dans un compartiment fauteuils. Il râle mais sait qu'il ne peut s'en prendre qu'à lui-même.

Six heures de retard

Le *Tariq Ibn-Zyad* cumule les retards. Le trafic à l'intérieur du port est géré par la capitainerie. Et pour manœuvrer, l'équipage se doit d'attendre la présence d'un pilote maritime.

Jeudi 28 août, le car-ferry de l'ENTMV prend la mer à 23h. Soit six heures de retard sur l'horaire prévu. Une véritable aberration pour une compagnie de transport de voyageurs. Sur le plan commercial, tout retard induit des coûts supplémentaires. Contrairement aux autres compagnies, les repas à bord des navires d'Algérie Ferries sont compris dans le prix du billet. Il faut toutefois éviter que les passagers ne prennent plusieurs repas lors de la traversée. Si le navire arrive dans la soirée à Marseille, il sera alors nécessaire de servir le dîner.

Vendredi 29 août. Moussa a dû prendre une de ses filles à l'hôpital du ferry. La fatigue et la chaleur aidant, la petite n'a pas supporté le couscous lors du mariage de la cousine. Le docteur Walid, médecin de bord du *Tariq Ibn-Zyad*, hérite de tous les bobos de vacances. «Au fil des ans, on constate que les voyageurs préfèrent attendre d'être sur le bateau pour consulter un médecin. Nous avons les moyens de les prendre en charge quand ce n'est pas trop grave. Mais il nous arrive d'être confronté à des cas très sérieux qui n'ont absolument rien à faire sur un navire», souligne le médecin.

Les loups de mer

Des gens qui n'ont rien à faire sur un navire, Mustapha Khyar en a croisé tout au long

de sa carrière de commissaire de bord. Pour destresser, il s'est imposé un régime spécial : lecture et footing. Aujourd'hui, le commissaire de bord est accompagné d'un petit garçon. «C'est Yanis, il fête son neuvième anniversaire. C'est sa grand-mère qui me l'a confié. On lui réserve un cadeau très spécial.»

Et quel cadeau ! Le petit Yanis est invité à déjeuner à la table du commandant Amir. Honneur suprême sur un navire. Surtout que pour ce repas, ce n'est pas un mais plusieurs officiers de marine qui sont présents à table. Aux côtés du commandant Hassen Amir sont assis les commandants Abdelkrim Loumi — qui doit prendre la relève à Marseille — Amar Sahli, Kamel Issad et M'hamed Semiane. Des loups de mer qui discutent et débattent de sujet aussi divers que la situation en Géorgie, l'élection américaine ou encore de grands classiques de la littérature française.

Sur la passerelle, le lieutenant Souad Bouakad (une des seules femmes officiers algériennes) et le chef radio Karim Kernou sont à la barre. La traversée se déroule sans encombre. Arrivée prévue à 19h30 à Marseille.

Pour Moussa, la situation est rentrée dans l'ordre. Sa fille se porte mieux. Il est actuellement sur le pont supérieur pour prendre l'air.

A l'extrémité inférieure, dans la chambre des machines, l'ambiance est toute autre. Les marins la nomment le purgatoire. Le quotidien des mécaniciens et des graisseurs est fait de bruits assourdissants et de chaleur suffocante. Mais c'est avec une certaine fierté que Allam, Hocine et Bachir évoquent leur métier. Ils sont conscients d'être au cœur du navire.

Terre !

17h30. Le *Tariq Ibn-Zyad* approche du Golf du Lion. Les masses rocheuses des calanques de Marseille pointent à l'horizon. A bord, les passagers sont invités à libérer les cabines pour le changement de draps. L'archipel du Frioul et le célèbre château d'If, Notre-Dame-de-La-Garde, le Prado... l'arrivée au port de Marseille fascine autant que celle d'Alger. Moussa souffle enfin. Il a réussi à ramener sa petite famille en France.

Bon, avouons-le, Moussa est un personnage imaginaire. Mais tous les émigrés qui ont prit le ferry pour Marseille en cette fin de mois d'août se reconnaîtront sûrement en lui.

Saha ramdankoum et à l'été prochain.

T. H.

OUVERTURE AUJOURD'HUI DE LA SESSION D'AUTOMNE DES DEUX CHAMBRES

La révision constitutionnelle en point de mire

C'est une session d'automne particulière que celle qui s'ouvrira aujourd'hui au niveau de la Chambre basse et de la Chambre haute. Le contexte politique, dans lequel se tiendront les travaux de ces deux assemblées, est annonciateur d'importants événements avant la fin de l'année en cours.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En termes de calendrier, les élus à l'APN auront comme principal ordre du jour, durant cette session, la préparation de la loi de finances 2009 et l'amendement du code pénal. Concernant ce dernier, il sera question d'introduire de nouvelles dispositions pénales réprimant notamment le phénomène de l'émigration clandestine (harga).

Concernant la loi de finances 2009, c'est la première fois qu'elle sera calculée sur la base d'un baril de pétrole à 37 dollars. Des sources proches de l'hémicycle Zighout-Youcef indiquent que de «nombreux changements seront apportés par rapport à la loi de finances complémentaire 2008, notamment le volet relatif aux taxes».

A ce propos, il y a lieu de noter que les parlementaires membres de la commission des finances vont, le lendemain de la reprise officielle des travaux, examiner le projet de loi portant approbation de l'ordonnance n° 08-02 du 24 juillet 2008, portant loi de finances complémentaire 2008. Vingt-quatre heures après, soit le 4 septembre, les membres de la même commission entendront le ministre des Finances, représentant du gouvernement, Karim Djoudi, sur le projet de loi.

L'autre importante échéance qui attend les parlementaires des deux assemblées est celle relative à la révision constitutionnelle. En effet, tous les observateurs s'accordent à dire que le premier magistrat du pays convoquera, avant la fin de l'année en cours, les élus des deux chambres pour procéder à la révision constitutionnelle.

La révision de la Constitution peut intervenir à la demande du chef de l'Etat ou des 4/5 des membres du Parlement, réunis en congrès. Dans ce cas de figure, il faut relever que le FLN, en dépit du fait qu'il soit majoritaire au sein des deux chambres, n'atteint pas le quorum. D'où l'obligation pour le FLN de composer avec ses alliés de l'alliance présidentielle, le RND et le MSP, pour trouver un consensus et se répartir les dividendes au lendemain de la victoire présidentielle.

Pour rappel, M. Ziari, président de l'APN, ne cache pas son soutien à un troisième mandat pour le président Bouteflika. Dans un entretien accordé en juin dernier au journal francophone *la Tribune*, il a indiqué, en ce qui concerne la révision constitutionnelle, que la décision appartient «légalement et constitutionnellement» au chef de l'Etat, ajoutant que «cela ne saurait tarder parce qu'il y a des échéances comme l'élection présidentielle». La Constitution est claire pour ce qui concerne sa révision, et, lorsque «cela ne doit pas aller vers le référendum (...), cela passera par le Parlement avec les deux chambres réunies, sur convocation du président de la République», a-t-il dit. «D'autant plus que nous allons vers la présidentielle», a-t-il déclaré, ajoutant qu'«organiser trop de consultations populaires finit par lasser les citoyens».

A. B.